

Le « programme commun » de Macron-Mélenchon : instaurer le chaos



Nous sommes confrontés à la peste et au choléra.

La peste NUPES de Mélenchon et le choléra Macron se sont abattus sur notre pays.

Les deux ont un programme commun : tout faire pour jeter notre pays dans un chaos total.

Les faits de ces derniers jours en attestent sans contestation possible.

Tout d'abord à Sainte-Soline samedi dernier.

Prenant prétexte des bassines, des hordes d'écologistes, d'antifas, et tout ce que l'extrême gauche compte de pire, se sont précipités, sous prétexte de "lutter pour l'eau", pour venir casser du flic.

Faut-il rappeler que cette manifestation était interdite ?

Dès lors, les manifestants savaient que les forces de l'ordre interviendraient.

Il faut s'appeler Mélenchon pour condamner les violences policières et déclarer que « sans la police, cette manifestation n'aurait été qu'une promenade dans les champs ».

Et le même Mélenchon de passer sous silence les camions de gendarmes brûlés à coups de cocktails Molotov, tout comme les 47 gendarmes blessés, dont plusieurs très gravement, ainsi que les armes saisies par la police (haches, marteaux, boules de pétanque...) sur les manifestants.

À ce discours irresponsable de Mélenchon, il convient d'ajouter une campagne délirante de la NUPES et de toute la gauche, avec la complicité active de la presse bien-pensante (Libération, le Monde...), dénonçant les violences policières, allant même jusqu'à affirmer que le SAMU a été empêché par la police d'intervenir pour soigner les manifestants blessés à Sainte-Soline. Il se trouve qu'aujourd'hui le SAMU vient de produire un communiqué dénonçant ces affirmations mensongères.

Autre élément, aujourd'hui, lors de la dixième mobilisation nationale contre la réforme des retraites, des violences ont été constatées dans les principales villes où sévissent de nombreux antifas et Black Blocs (Bordeaux, Rennes, Nantes, Lyon, Lille, Paris...).

Comme d'habitude, feux de poubelles, jets de pierres sur les forces de l'ordre, destruction de mobilier urbain, dégradations de commerces et même, à certains moments, agressions contre les cortèges syndicaux.

Toujours les mêmes antifas, constitués en Black Blocs, à l'origine des dégâts, pour la plus grande satisfaction de Macron puisqu'il voit dans ces exactions un argument pour discréditer le mouvement en cours contre la retraite à 64

ans et effrayer une partie de la population.

À cette position irresponsable de Macron, se félicitant des désordres et violences, il ajoute une politique délibérée bloquant toute possibilité de trouver une sortie par le haut à la crise que traverse le pays.

Ainsi, pour toute réponse à la proposition de Laurent Berger – secrétaire général de la CFDT – de mettre la réforme en pause et d'ouvrir un débat avec les syndicats via un médiateur, Macron a fait répondre qu'il n'en était pas question. Mais qu'il souhaitait un débat avec les syndicats sur plusieurs sujets différents de celui de la retraite.

Ce qui revient à leur dire « considérez la réforme des retraites comme terminée, discutons d'autre chose ». Cette véritable provocation a bien sûr eu le succès qu'elle mérite.

Sur ce plan, Jean-Paul Mattei, président du groupe Modem, vient d'apprendre à ses dépens qu'il ne faut pas être responsable et ouvert. Ainsi, ce jour à midi, interviewé à l'Assemblée nationale, il s'est déclaré favorable à la proposition de Laurent Berger. Mise en pause et ouverture d'une négociation.

À 14H30, interrogé à nouveau par une télévision, il a déclaré exactement l'inverse, affirmant « oui au dialogue mais sans suspension de la réforme » c'est-à-dire la position de Macron.

Entre les deux, il a dû se faire sévèrement recadrer.

En adoptant cette position totalement crispée, Macron confirme qu'il agit comme un psycho-rigide.

Peu lui importe que le pays soit à 80 % contre lui et au bord de l'explosion sociale à cause de l'empilement des problèmes (inflation, salaires, explosion du coût de

l'énergie et des carburants...).

Normalement, en cas de crise majeure entre le pouvoir et les syndicats, il serait logique de mettre en œuvre ce que prévoit la Constitution et ainsi permettre au peuple de trancher, avec un référendum.

Mais lui est un "sachant" persuadé de détenir **LA** vérité et donc il entend l'imposer à tout le pays.

Il refuse donc tout référendum afin de trancher le débat.

Dans un avenir proche, le Conseil constitutionnel donnera sa réponse, vers le 15 au 20 avril, soit dans environ 3 semaines puisqu'il a été saisi de la Loi sur les retraites.

Si le texte de Loi est validé, le Président aura 15 jours pour la promulguer.

D'ici là, Macron fait un bras d'honneur à tout dialogue et joue le pourrissement et l'essoufflement du mouvement, tout en comptant sur les violences des antifas pour l'aider à discréditer le mouvement.

C'est d'ailleurs pour cela que Macron ne fait rien pour impuissanter les hordes violentes antifas.

Invoquant comme argument « on ne peut pas les arrêter de manière préventive, il faut qu'ils commettent un délit ». Pourtant, la police l'a fait pour les patriotes le soir du match France Maroc, mettant en garde à vue préventive les patriotes qui souhaitaient manifester, dans les rues, leur joie de la victoire.

Ajoutons qu'il serait parfaitement possible d'obliger les antifas, que la police connaît parfaitement, à pointer durant les heures des manifestations afin de les empêcher de participer à ces manifestations et d'y commettre des dégâts.

Le refus de Macron de le faire prouve sans équivoque que les

antifas lui rendent service.

Au final, on constate que Macron-Mélenchon forment un couple totalement complice qui œuvre à instaurer en France un chaos complet.

Avec leur numéro de duettistes, chacun sur son créneau, ils réalisent ensemble un travail de sape visant en définitive à la destruction de notre pays.

Leurs désaccords apparents ne peuvent tromper que les naïfs.

En vérité, ces deux-là ne sont que les deux faces d'une même pièce.

Pour sa part, l'intersyndicale annonce une nouvelle mobilisation nationale jeudi 6 avril.

Et même si aujourd'hui les chiffres de participants ont un peu baissé, ils restent à un niveau très élevé.

Le 6 avril, la mobilisation sera certainement encore massive.

L'affaire est loin d'être terminée.

Macron n'a pas encore gagné.

Bernard GERMAIN